

**Diarra, Fatoumata**, Ms, CSO & Acad, Political Economy, Mali : *La place des femmes dans les interactions individus-sociétés* [A2]

DIARRA FATOUMATA TRAORE  
REFAE/MALI.

Décrire la position de la femme dans les interactions « individu-société », équivaut à saisir le rôle éminemment central et multiforme que celle-ci joue au sein de sa communauté ou de sa société, dans un contexte géographique défini. En effet, d'une communauté à l'autre, ou d'une société à l'autre, ce rôle peut beaucoup varier. Cependant, à l'intérieur de la même aire culturelle, divers éléments constituent des permanences qui permettent de dégager des traits communs, qui en font des caractéristiques générales.

Nous avons choisi de parler de la position de la femme, en milieu bambara, dont nous sommes issue et que nous connaissons. Ce milieu reflète ce que recèle la culture mandingue, en termes d'organisation sociale et économique, comme en termes de traditions, des us et des coutumes. En dehors de quelques variantes locales et de quelques particularismes liés à la géographie, au mode de vie ou à l'activité économique principale (exemple : les communautés Bozo), ce que l'on peut dire du rôle de la femme en milieu bambara est suffisamment représentatif de l'aire culturelle mandingue.

La position de la femme au sein d'une société donnée est une position dynamique qui évolue à travers les âges et en même temps que la société observée. Sans vouloir opposer, de façon systématique, tradition et modernité, notre démarche consiste à saisir le rôle de la femme au sein de la société traditionnelle de chez nous et à examiner ce rôle à l'heure actuelle, en fonction des évolutions introduites par la colonisation et l'économie moderne.

#### **LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE BAMBARA.**

Aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire, la société traditionnelle bambara était une société essentiellement agraire, dont l'élément de base est la cellule familiale. Au sein d'une telle société, le rôle de la femme est central et contribue à modeler et à assurer la force et la pérennité de la société.

#### **UN RÔLE DE CIMENT SOCIAL.**

Pour fonder famille, il faut se marier. Dans la société traditionnelle bambara, le mariage, était moins une union entre deux individus, qui s'aiment et convolent, qu'un moyen de renforcer une alliance entre deux familles. Chaque famille avait, pour ainsi dire, des familles alliées, où ses hommes pouvaient prendre des épouses : les « fourougnongons ». Un jeune homme d'une famille ne choisissait pas par hasard et au gré de ses sentiments, une épouse dans le village. Lorsque le jeune homme était en âge de se marier, il revenait à ses pères de demander la main d'une jeune fille, au sein des familles « fourougnongons ». Il pouvait arriver que le futur marié refuse celle qui lui était proposée, au profit d'une autre jeune fille, mais toujours dans le cadre restreint des « fourougnongons ». Le futur marié, en dehors de ce choix assez limité, ne s'occupait pas de grand'chose quant à ses noces. Il ne demandait pas la main de sa future épouse, tâche qui revenait à ses pères. Et ceux-ci non plus, ne s'acquittaient pas directement d'une telle formalité, qui était dévolue aux « nyamakalas » [(« noumous » (forgerons) et « dialis<sup>1</sup> » ou « diélis »)] de la famille.

Le mariage était scellé par une dot fournie, par la famille du futur marié, à celle de la future mariée. En effet, étant donné, le rôle économique considérable de la femme au sein d'une telle société, la dot venait symboliquement compenser le départ d'un élément de la famille, départ considéré comme une perte.

Ainsi, dès son entrée dans l'âge adulte, la femme était appelée à jouer un rôle de ciment social. Car le mariage entre deux familles, non content de renforcer les liens existants, contribuait à une intégration de plus en plus poussée des deux familles. Et la multiplication des mariages entre jeunes gens des mêmes « fourougnongons », renforçait les alliances et la cohésion desdites familles. Non pas qu'il n'y ait pas de conflits conjugaux au sein des ménages, mais tout simplement, parce que ces conflits ne débordaient jamais. Ils étaient gérés à l'intérieur des familles et les « fourougnongons » étaient rarement au parfum de tels conflits.

---

<sup>1</sup> Nous préférons le terme de « diali », qui renvoie à une réalité sociale précise, à celui de griot, qui est une invention coloniale.

Au sein d'une telle société qui ignorait le divorce, la répudiation était un phénomène exceptionnel et rare. Elle pouvait contribuer à distendre les liens, mais n'était pas le fait de la femme, qui conserve par-dessus tout son rôle premier de ciment social.

La jeune mariée intégrait le ménage (goua), monogamique ou polygamique, de son époux (appelé « gouatigui »), et la famille (« dou ») de celui-ci, famille composée de plusieurs ménages, vivant dans la même concession et placée sous la tutelle et l'autorité morale d'un « doutigui ». Celui-ci est le plus âgé des gouatiguis, de façon horizontale, la succession se faisant d'aîné à cadet et non de père en fils. Chaque famille ou dou disposait, à peu près sur le même espace, de son « djonbougou » (la résidence des « djons »), généralement contiguë à la concession de la famille, côté Ouest ; de son « noumousso » (la résidence des noumous) et son djélibougou (la résidence des « djélis »). Ces deux dernières résidences pouvaient être plus ou moins, à l'écart de la concession familiale. Sur un tel espace, pouvant abriter plusieurs dizaines, voire une centaine et plus de personnes, chaque épouse avait mission « d'être l'aiguille et le fil qui cousaient » et soudaient les membres et singulièrement hommes de la même famille. C'est ce qu'elle n'avait cessé d'apprendre depuis sa tendre enfance et qu'elle devait, à son tour, apprendre à ses filles.

Ce qui nous conduit à évoquer le second rôle de la femme au sein de la société traditionnelle bambara : un rôle d'éducatrice. En effet, au sein de cette société, en fonction de son âge et de sa position, la femme avait un triple rôle d'éducatrice. Dans chaque ménage ou « goua », chaque femme avait en charge l'éducation de ses enfants, de façon exclusive, jusqu'à l'âge de sept ans pour les garçons, comme pour les filles. A partir de cet âge, les garçons rejoignaient le « djonbougou » et ne dormaient plus chez leurs mères. Et de même, toutes les filles de la famille (« dou ») étaient confiées à la première épouse du doutigui, qui s'occupait de leur éducation. Il va sans dire, que garçons et filles continuaient à bénéficier de l'éducation de leurs mères biologiques. Le troisième niveau d'éducatrice de la femme, ne lui était dévolue que quand elle devenait grand'mère. Educatrice, elle l'était en sa qualité de mère et d'épouse d'un gouatigui. Educatrice, elle le devenait, lorsqu'elle avait la chance d'être la première épouse d'un doutigui et lorsqu'elle devenait grand'mère.

Ainsi, chaque mère et épouse de « gouatigui » avait un rôle d'éducatrice de première importance, vis-à-vis de sa progéniture. Elle préparait les jeunes filles, à leurs futurs rôles dans la vie. Dès la prime enfance, à travers des jeux et des chants, elle leur apprenait à être « femme ». A tous, garçons et filles, elle leur apprenait les goûts, les interdits, les us et les coutumes de la famille. De ce point de vue, la femme joue un rôle primordial d'incubation culturelle. Nous y reviendrons plus loin.

La première épouse du doutigui dispense une formation technique et professionnelle à toutes les filles de la famille. Elle est secondée dans cette tâche, par toutes les autres femmes de la famille. En plus de l'ambition de faire de chaque jeune fille, une fille bien élevée, sachant bien se tenir, le « corps professoral » réuni autour de la première épouse du doutigui, enseignait aux jeunes filles de la famille leur rôle de future épouse, maîtresse de maison et de mère : entretien et embellissement de la maison, hygiène, cultures potagères, préparation des céréales, cuisine, travail de coton (cardage et filature), élevage (basse cour et petits ruminants), hygiène corporelle, coiffure, etc.

Pour toutes les femmes qui avaient la chance de devenir grand'mères, elles recevaient l'insigne mission de dispenser un cours de morale, de sagesse et de philosophie axé sur les contes et l'histoire de la famille. Contes, proverbes et histoire de la famille étaient dispensés, le soir, au cours de veillées nocturnes autour d'un feu de bois. L'histoire de la famille (origines, totems, hauts faits de chasse et/ou de guerre) était également enseignée par les grands pères et les diélis de la famille.

Comme on peut le constater, dans la société traditionnelle bambara, la femme qui jouissait d'un très grand respect, de par son double statut de mère et d'épouse, était fortement impliquée dans la vie de sa communauté et responsable, en grande partie de l'éducation des enfants. Dès sa plus tendre enfance, il lui était inculqué que son premier rôle est de veiller à la cohésion de la famille et partant à celle de la communauté. Ce rôle de ciment social était tel, que chaque fois, qu'il fut pris à défaut, la cohésion familiale en a pâti. Le mérite d'une telle société a été d'élaborer une éthique et des codes de conduite stricts, qu'elle faisait respecter par l'éducation et toute une gamme de sanctions, qui obligeaient l'individu à être vertueux. Responsabilités et sens des responsabilités, droits et devoirs, récompenses et sanctions, assuraient quiétude, équité et stabilité au sein de cellule familiale. Une vie communautaire et solidaire, régie par des règles simples dont la première est le respect de l'âge et le droit d'aînesse, assurait la cohésion du groupe qui exerçait un contrôle social strict sur l'individu. Ce qui a permis à la polygamie de prospérer sans trop de difficultés. La première épouse, d'un gouatigui ou d'un doutigui, avait un statut particulier, d'intendance familiale et de gestion de ses coépouses, généralement beaucoup moins âgées.

## **DEPOSITAIRE ET GARDIENNE DES TRADITIONS.**

Sans être institutionnellement responsable de la garde de la tradition, la femme, de part son rôle éducatif, était en fait, dépositaire et gardienne de la tradition de la famille.

Du fait que tous les enfants restaient avec leurs mères, entre la naissance et l'âge de sept ans, celles-ci étaient chargées de leur inculquer les tabous, les goûts et les interdits de la famille. Les premiers rudiments de la conduite en société, étaient alors enseignés par la mère. C'est elle également qui apprend aux enfants, la langue de même que les premières leçons de morale et de sagesse. C'est ce que nous appelons un rôle d'incubation culturelle. Car c'est au cours de ces premiers sept ans que les jeunes enfants, sont comme immergés dans la culture familiale. C'est en ce moment qu'ils prennent contact avec les fondements de cette culture : langue, us et coutumes, morale, sagesse, goûts et interdits.

Plus tard, la grand'mère se charge de compléter les rudiments de la prime enfance, enrichie par tout ce que les enfants ont appris des hommes et des tons (« n'tomo », par exemple), ainsi qu'au cours des cérémonies initiatiques (initiation au « komo », circoncision et excision). Les contes et leurs leçons de morale, les proverbes et leur sagesse des grand'mères sont un véritable cours de philosophie et constitue l'un des vecteurs de la transmission de la tradition.

Ainsi, au sein de cette société traditionnelle, les femmes contribuent à modeler et à construire la société, par leurs différents rôles éducatifs, mais aussi à assurer la pérennité de la société, par la transmission des traditions. Toutes choses qui découlent de leur rôle biologique de reproduction et de leur plus grande longévité. C'est parce qu'elles sont mères, qu'elles allaitent leurs enfants jusqu'à deux ou trois ans, que ceux-ci leur étaient confiées jusqu'à l'âge de sept ans, pour leurs premiers pas dans la vie. Parce qu'elles vivent plus longtemps que les hommes, elles reçoivent la mission de garder et de perpétuer la tradition.

Ciment du tissu social, la femme l'est de par son statut, son activité d'éducation, mais aussi et surtout à travers sa vie quotidienne qui fait d'elle un acteur économique de premier plan.

## **UN ROLE ECONOMIQUE CONSIDERABLE.**

Dans la société traditionnelle bambara, la famille (« dou ») tirait sa ses ressources et les moyens de sa subsistance de l'exploitation du « foroba » : le champ familial. Sous l'égide du « doutigui » qui était le Chef de famille, tous les membres de la famille, en âge d'apporter un concours quelconque, travaillaient dans le « foroba », cinq jours (mardi, mercredi, jeudi, samedi et dimanche) par semaine et de 09 heures à 16 heures. Les lundis et les vendredis étaient réservés au travail du champ des « gouatiguis ». En effet, chaque chef de ménage, au sein de la famille, avait la possibilité d'exploiter avec ses épouses et ses enfants, un champ de dimension plus réduite et dont le fruit lui revenait en propre. Chaque adolescent avait la possibilité d'avoir un champ, encore plus petit, dont le fruit lui revenait. Un tel champ, appelé « djonforoni » ou « solikabo<sup>2</sup> », comme ce dernier nom l'indique, était travaillé par les adolescents, entre 06 heures et 09 heures et entre 17 heures et 19 heures, tous les jours de la semaine.

Si Gouatiguis et adolescents étaient libres d'exploiter, qui un gouatigui foro, qui un solikabo, il en allait tout autrement de la femme, qui elle, était tenue d'exploiter un potager ou « soforo ». En effet, il revenait à chaque femme, de fournir les condiments nécessaires à la cuisine, lorsqu'elle « est de cuisine<sup>3</sup> ». Et pour ce faire, chaque femme de la famille exploitait son « soforo<sup>4</sup> », sept jours sur sept, en fonction de son temps libre. Chacune se faisait aider par ses filles. Les grands travaux (labour, dessouchage, etc.) revenaient aux garçons. En plus du potager, il arrivait que certaines femmes exploitent un champ personnel (« tiga foroni<sup>5</sup> »), pour y faire pousser de l'arachide et du coton, en vue d'acquérir quelques bijoux et de contribuer aux trousseaux de leurs filles.

Lorsqu'elles ne sont pas de cuisine, elles se joignaient aux autres membres de la famille, pour travailler dans le foroba ou dans le gouatigui foro. Ainsi qu'on peut le constater, la femme, dans une telle société était un acteur économique de premier plan et une paysanne accomplie. Car en plus, de ses devoirs conjugaux, de l'entretien des enfants et de la maison, des corvées d'eau et de bois, de la cuisine, et du travail du coton, elle était sur tous

---

<sup>2</sup> « Soli ka bo », veut dire littéralement, sortir de bonne heure.

<sup>3</sup> Etre de cuisine, c'est recevoir son époux, deux jours de suite et faire la cuisine durant ces deux jours. Dans les ménages polygamiques, les femmes sont de cuisine, de façon alternée, en raison de deux jours pour chacune d'elle.

<sup>4</sup> « So foro », littéralement le champ proche de la maison.

<sup>5</sup> « Tiga », arachide ; « tiga foroni », petit champ d'arachide.

les champs : soforo, tiga foroni, gouatigui foro et doutigui foro ! Pour une grande part, elle portait sur ses maigres épaules, la prospérité et le bien-être de la famille.

Si bien que dans une telle société, où les échanges monétaires étaient réduits à leur plus simple expression, le foroba fournissait le pain quotidien à tous les membres de la famille, assurait les dépenses des cérémonies sociales pour chaque membre de la famille (baptême, circoncision, excision, mariage, décès). Les fruits des gouatigui foros et des tiga foronis permettaient aux chefs de ménage et aux femmes qui les cultivaient de disposer de revenus propres, différents de celui du foroba. Ces revenus servaient à acquérir animaux et bijoux, tout en jouant un rôle de sécurité sociale pour la famille. Il en allait de même des revenus que les adolescents tiraient des djonforonis. C'est une telle organisation sociale et économique, qui assurait à la société traditionnelle bambara, prospérité et stabilité par la mise en commun des efforts et des revenus.

Pilier de la famille, sans en être le chef, la femme dans la société traditionnelle intervenait dans tous les aspects des relations interindividuelles, de par les missions et multiples rôles qui lui étaient confiés. La survie du groupe dépendait en grande partie d'elle, groupe dont elle perpétuait les traditions et auquel elle assurait cohésion, stabilité et prospérité. Ce qui explique le grand respect dont elle jouissait, malgré la polygamie et la répudiation. Sans être autorisée à prendre publiquement la parole, aucune décision importante touchant le vie familiale ou la conduite des affaires de la communauté, ne pouvait être arrêtée sans les avis de la femme. Lorsque les hommes ne parvenaient pas à s'entendre sur un sujet grave, une suspension de séance était décrétée, « afin que chacun, puisse consulter son lit » ! Et la discussion ne reprenait que le lendemain.

## **LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ MALIENNE ACTUELLE.**

C'est une telle organisation sociale et économique qui permet aux sociétés bambaras de prospérer et de vivre de façon stable, avant l'arrivée des Européens et leur intégration progressive à l'économie de marché.

Aujourd'hui, tous les types de relations et de statuts de la femme sont observables au sein de la société malienne. De la femme-objet, produit de consommation que s'offrent ceux qui en ont les moyens, à la femme reine, et dominatrice parce qu'elle dispose du numéraire, en passant par tous les cas de figure possibles et imaginables ! La règle première qui régit la famille malienne actuelle et conditionne le statut de la femme, en milieu urbain comme en milieu rural, est un rapport de force de tous les instants ! En ville comme en campagne, l'argent a battu en brèche toutes nos valeurs sociétales et les relations familiales comme individuelles, se sont réduites à des relations d'argent. Le respect dû à l'âge comme le droit d'aînesse ont volé en éclats. Et les parents, en violation de toutes nos valeurs, règles de conduite et d'éthique, se transforment en courtisans de leurs propres progénitures, tandis que l'argent dicte les nouvelles hiérarchies. Les cadets et même les benjamins qui sont fortunés, sont écoutés, respectés et adulés, tandis que leurs aînés sont relégués au statut de quantité négligeable : nul ne leur demande leurs avis ! En milieu bambara, de tels aînés sont cyniquement appelés « les grand frères du doutigui ». Car dans la norme des choses, le doutigui ne peut être que l'aîné !

Comment en sommes-nous arrivés là ? Plusieurs facteurs expliquent une telle évolution :

### **2.1. LES FACTEURS LIÉS À LA COLONISATION :**

La lente évolution des sociétés africaines précoloniales, commencée à l'époque de la traite négrière se poursuit de nos jours encore. Elle connut une brusque accélération durant la période coloniale.

Plusieurs facteurs liés à la volonté d'infériorisation de l'occupant colonial vont dégligner les sociétés africaines, sans pouvoir en faire des sociétés occidentales. Ce sont :

La politique d'assimilation de la France,

L'introduction du travail salarié, qui porte des coups décisifs à la structure de la famille par l'autonomisation des individus,

Les progrès rapides de l'individualisme,

Les débuts de l'urbanisation qui distend les liens familiaux,

Les progrès de l'éducation des filles,

La monétarisation croissante de l'économie et des mœurs.

La colonisation a pris fin, sans que la politique d'assimilation ait pu atteindre son terme.

## **2.2. LES FACTEURS LIES A L'ETAT POST-COLONIAL :**

Avec les indépendances nominales acquises, en 1960, l'Etat post-colonial, qui se targue d'émanciper la femme, met en place différents statuts de la femme, sans s'occuper de leur cohérence avec l'existant. Le code du mariage et de la tutelle édicté en 1962, est dénoncé aujourd'hui, de toutes parts, sans modifier fondamentalement le sort des femmes rurales.

Néanmoins, malgré quelques progrès touchant à la condition de la femme (fin de la répudiation, qui n'avait déjà plus de sens dans le contexte colonial ; garanties accordées aux femmes dans le mariage, etc.), la société traditionnelle perd pied, sans que l'on sache vers quoi l'on s'achemine.

Les relations interindividuelles se modifient notablement sous les progrès :

De l'éducation des femmes ;

Du travail salarié des femmes (femmes fonctionnaires, ouvrières, chefs d'entreprises, etc.) ;

D'une urbanisation accélérée qui donne le coup de grâce à la grande famille au profit des ménages ;

De l'habitat moderne qui casse la chaîne des générations vivant sur le même espace familial, les jeunes ménages préférant de plus en plus emménager ailleurs que sous le toit familial ;

De l'économie moderne, où l'argent devient roi ;

De l'individualisme au détriment de la famille et du recul de l'effort collectif et des valeurs traditionnelles ;

Des programmes d'émancipation et de promotion de la femme (femmes Ministres, députés, haute administration publique, magistrature, etc.).

## **2.3. DEMOCRATIE ET MONDIALISATION :**

Depuis le frémissement démocratique du début des années 90 du siècle dernier, la société malienne semble livrée à elle-même, comme un bateau ivre, sans commandant, ni gouvernail ! Société en « mutation » ou « société sans repères » ? Malgré les efforts des associations et ONG féminines, malgré la volonté de transformation sociale de la société civile, bien malin, qui pourra dire, vers quoi évolue la société malienne, tant l'argent a pris le dessus sur toute autre considération ! Une corruption endémique, ajoutée à divers systèmes d'impunité, indiquent que la mayonnaise démocratique est loin d'avoir pris et font de l'argent la valeur par excellence.

Pays sous influence (celle de l'ancienne métropole et des Institutions financières internationales), le pays ne dispose d'aucune maîtrise sur son destin. Les programmes de privation, issus des Programmes d'ajustement structurel, avec leurs cohortes de déflatés et de chômeurs, ont fini par entamer la cohésion sociale. Les inégalités sociales sont de plus en plus criantes, tandis que les différents programmes de lutte contre la pauvreté peinent à soutenir les efforts en faveur de l'école, de la santé et de l'accès à l'eau potable. Ni les cultures de rente, ni les progrès de l'économie informelle ne parviennent à enrayer la spirale infernale de la misère, pour le plus grand nombre : hommes, femmes et enfants.

Certes, certains hommes ont perdu de leur superbe et de leur pouvoir. Certes, beaucoup de femmes ont consolidé leur pouvoir économique, tandis que d'autres ont accédé à un pouvoir politique plus considérable. Mais pour quelle finalité ? Les familles éclatent pendant que progresse le divorce. Délinquance juvénile, phénomène des enfants de la rue, exode rural, émigration, prostitution, alcoolisme et drogue, mendicité, ravage des maladies infectieuses dont le VIH/SIDA, ravage des jeux de hasard, sont autant d'indicateurs d'un mal être social, gouverné par l'argent. Autour de cette table de poker menteur, tous les acteurs, hommes et femmes, jouent leurs jeux : un jeu de pouvoir où, le détenteur du pouvoir est aussi celui qui détient la bourse !

Les progrès des NTIC, les chaînes de TV satellitaires qui contribuent à l'uniformisation des modes de vie, au sein du « village global », accélèrent la décomposition d'une société qui semble avoir perdu et son génie et son âme.